

L'Adresse—M. McKnight

M. McKnight: Nous avons effectivement une politique, mais vous ne nous avez pas laissé le temps de l'appliquer.

Une voix: C'est votre problème.

M. McKnight: C'était votre motion, mais si vous tenez à m'interrompre et à revenir sur les difficultés de l'année dernière. . .

M. l'Orateur adjoint: Je regrette d'interrompre le député, mais je dois l'inviter à s'adresser à la présidence.

M. McKnight: Nous avons entendu parler d'un fonds du patrimoine, monsieur l'Orateur. Tout comme l'Alberta, la Saskatchewan dispose d'un fonds du patrimoine, mais beaucoup plus modeste puisqu'il n'atteint même pas le dixième de celui de l'Alberta. Les quelque 600 millions de dollars que renferme ce fonds comprennent \$350,000 en liquide et 18 millions de dollars en placements, le reste étant investi dans des sociétés provinciales de la Couronne qui ne payent aucun intérêt, de sorte que les gens de la Saskatchewan ne touchent rien.

Il faut fixer le prix de nos ressources de la même manière qu'on établit le prix des ressources des autres provinces. Pourquoi y a-t-il une taxe à l'exportation sur les ventes de pétrole canadien à l'étranger? Aucune taxe ne frappe les ventes d'hydro-électricité du Québec aux États-Unis. Il n'y a pas de taxe à l'exportation sur les ventes de l'or produit en Ontario. Il n'y a pas de taxe sur le nickel de l'Ontario ni sur l'amiante extraite au Québec. Pourquoi y en a-t-il donc une sur les ventes de pétrole? Je regrette d'avoir mentionné cela, car le gouvernement actuel qui est déjà naturellement enclin à taxer va certainement imposer les produits des provinces que j'ai mentionnés.

Que produisons-nous en Saskatchewan? Nous produisons du grain qui est vendu sur le marché mondial au prix mondial, celui que l'agriculteur peut obtenir. Les biens que nous achetons au Canada sont protégés par le tarif douanier. Il faut vendre notre pétrole à un prix pondéré et non pas au prix mondial! La Saskatchewan a beaucoup partagé avec le reste du Canada et continuera à le faire. Mais nous n'aimons pas voir nos ressources traitées différemment des ressources du reste du pays lorsqu'elles sont exportées. Nous aimerions que l'on traite nos ressources de la même façon. Il n'y a pas de prix pondéré pour le nickel ou l'amiante, mais un prix dicté par le jeu du marché.

Faute d'engagement de la part du gouvernement actuel à réaliser l'auto-suffisance du Canada en matière énergétique, nous allons continuer à payer d'énormes subsides pour l'importation de pétrole. Nous, de l'ouest du pays, nous versons notre part des subsides par le biais de nos impôts, mais on ne nous paie pas nos ressources au cours mondial. Ce n'est pas juste. Cela ne respecte pas l'esprit de la confédération, et c'est inacceptable pour les gens de la Saskatchewan comme, j'en suis persuadé, pour ceux des autres provinces.

L'uranium constitue une autre ressource importante de la Saskatchewan. Le premier ministre de la Saskatchewan a dépensé des millions de dollars d'impôt pour exploiter cette

ressource. Mais nous ne pouvons pas exploiter l'uranium ni les autres ressources minières dont dispose notre province à moins d'être assurés qu'on ne nous les dérobera pas. Nous ne pouvons continuer à consacrer nos deniers publics à l'exploitation de nos ressources et perdre une partie de nos revenus en devant accepter un prix inférieur pour le reste du Canada.

Des membres du Congrès du travail du Canada et du Nouveau parti démocratique se sont dits très préoccupés par la question du développement dans d'autres pays. J'aimerais que les députés néo-démocrates de Saskatchewan expriment l'inquiétude de leurs commettants au sujet du développement de leur région. J'espère qu'ils en feront part à leur chef afin que nous puissions mettre en valeur notre coin de pays et apporter notre contribution au reste du Canada.

Nous avons déjà contribué à l'essor du Canada et nous continuerons de le faire.

Une voix: Prêchez par l'exemple.

M. McKnight: Certains députés me lancent: «Prêchez par l'exemple». Grâce à ses ressources pétrolières, l'Ouest du Canada a déjà versé et continuera de verser jusqu'à 20 millions de dollars au reste du Canada sous forme de subventions. Le double prix du blé est un autre aspect de notre apport. Pour les députés qui ne sauraient pas de quoi il s'agit, le double prix du blé est un système par lequel les céréaliculteurs de l'Ouest subventionnent le pain que consomment les Canadiens. Ce système coûte aux céréaliculteurs de l'Ouest plus de 50 millions de dollars par an, soit environ 1 million de dollars par semaine.

Le taux d'intérêt est plus élevé qu'il ne l'a jamais été dans les annales du Canada. Le discours du trône l'admet, mais ne propose aucune solution. Les agriculteurs et les petits commerçants de la Saskatchewan ne peuvent pas continuer à supporter un tel fardeau. Nous avons proposé un programme de prêts à intérêt réduit destinés à l'expansion des petites entreprises, qui aurait profité aux agriculteurs et aux hommes d'affaires canadiens. A l'heure actuelle, la Société du crédit agricole a un capital de 50 millions de dollars inférieur à ce qu'il aurait été si notre gouvernement était resté au pouvoir. Le taux d'intérêt de la SCA est de 13 p. 100. Il n'a jamais été aussi élevé et ce, alors que le revenu net des agriculteurs de la Saskatchewan diminue depuis trois ans. Cette situation a des répercussions catastrophiques sur les agriculteurs.

Les jeunes comme les vieux sont forcés de vendre leurs terres. Malheureusement, en Saskatchewan, c'est à la réserve foncière de la province qu'ils les vendent. Ainsi, le gouvernement devient le propriétaire et l'agriculteur, un locataire. C'est la seule solution offerte à certains agriculteurs, jeunes et âgés, en Saskatchewan. Si le gouvernement de la Saskatchewan voulait venir en aide aux agriculteurs, il pourrait probablement le faire en autorisant l'agriculteur à hypothéquer sa terre. De cette façon, il serait en mesure de la récupérer après un certain temps, mais ce gouvernement à tendance socialiste tient à posséder les terres. A l'heure actuelle, cette politique a fait du gouvernement de la Saskatchewan le plus grand propriétaire terrien du Canada. En effet, il possède et contrôle plus d'un million d'acres de terres cultivées.